



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Somme**

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement relatives à un projet de construction d'une crèche situé rue Léon Blum sur la commune de Moreuil

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code civil et notamment son article 640 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 210-1 et suivants, L 211-1, L 214-1 à L 214-6 ainsi que les articles R.214-1 à R.214-60 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois Picardie en vigueur ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la « Somme Aval » en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2023 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle CLOMES, directrice départementale interministériel à la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté du premier ministre du 22 février 2023 portant nomination de M. Guillaume VANDEVOORDE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2023 de subdélégation de signature à Mme Aurélie SAISOU, responsable du bureau de la police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement, reçu le 16 mai 2023, présenté par la Communauté de Communes Avre Luce et Noye, enregistré sous le numéro GUN 0100021445 et relatif à un projet de construction d'une crèche situé rue Léon Blum sur la commune de Moreuil ;

Vu le récépissé de dépôt du dossier de déclaration à la direction départementale des territoires et de la mer en date du 16 mai 2023 ;

Vu le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques adressé à la Communauté de Communes Avre Luce et Noye, pour avis en date du 4 juillet 2023 ;

Considérant l'absence d'observation émise par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques dans le délai qui lui était imparti ;

Considérant que le dossier prévoit la mise en place d'ouvrages visant à la gestion des eaux pluviales ;

Sur proposition de la responsable du bureau de la police de l'eau de la direction des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1er. – Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Communauté de Communes Avre Luce et Noye, de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant un projet de construction d'une crèche situé rue Léon Blum sur la commune de Moreuil (parcelles cadastrales référencées section AV n° 21, 22 et section AE n° 175, 177, 179).

Les installations, travaux, ouvrages et activités constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-1 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Objet	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1°) Supérieure ou égale à 20 ha : (A) : projet soumis à Autorisation ; 2°) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : (D) : projet soumis à Déclaration.	Déclaration surface totale : 1,27 ha projet aménagé de 5 150 m ² interceptant un bassin versant de 7 600 m ² .

Titre II – PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Article 2. – Prescriptions relatives aux travaux

2.1 – Gestion des eaux pluviales du projet :

Les eaux pluviales et de ruissellement du projet sont infiltrées sur la parcelle à l'exception de 945 m² en aval du projet qui ne sont pas gérées par infiltration car elles s'écoulent vers la rue Léon Blum comme à l'état initial.

Dans le cadre de ce projet sont mises en place :

- des noues (à l'Est du projet) offrant un volume total supérieur à 33,7 m³ de stockage afin de gérer les eaux du bassin versant et de la voirie de livraison ;
- des tranchées d'infiltration (enterrées) offrant un volume de stockage de 53,57 m³.

2.1.1 – Gestion des eaux pluviales issues du bassin versant intercepté par le projet :

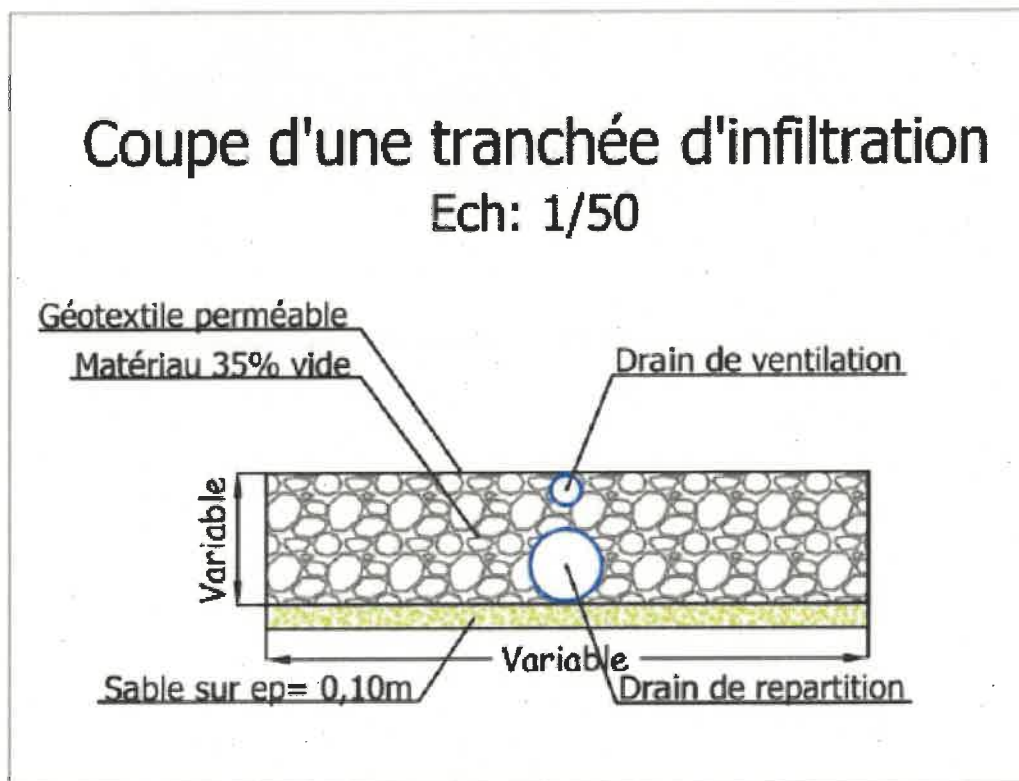
Le projet intercepte un bassin versant de 0,76 ha recevant les eaux de ruissellement des zones enherbées à l'Est du projet. Des noues sont mises en place afin de gérer ce bassin versant. Elles sont dimensionnées pour une pluie de temps de retour de 100 ans.

Une petite noue est située à la droite des places de stationnement avec une hauteur d'eau de 0,30 m et un volume utile de 8 m³. Une plus grande noue est située le long de la voie de livraison avec une surface utile de 70 m² pour une hauteur d'eau de 0,40 m. Son volume utile est de 25,70 m³. Cette dernière est aussi dimensionnée pour infiltrer une partie des eaux de ruisselllements de la voirie de livraison.

2.1.2 – Gestion des eaux pluviales issues des parties imperméabilisées (voiries, parking) :

Les eaux de ruissellement du projet sont collectées puis infiltrées via 2 bassins drainants avec 35 % de vide, tels qu'indiqué dans le schéma ci-dessous.

Schéma des tranchées d'infiltration



Le premier bassin collectant les eaux de ruissellement du parking et de la voirie de la partie Est du projet, a une surface de 105,0 m², une hauteur de 0.50 m, un volume de stockage de 18,38 m³ permettant de contenir et d'infiltrer une pluie d'occurrence centennale

Le second bassin collectant les eaux de ruissellement de la voirie de la partie Ouest du projet menant à la rue Léon Blum, a une surface de 30,0 m², une hauteur de 0.50 m, un volume de stockage de 5,25 m³ permettant de contenir et d'infiltrer une pluie d'occurrence trentennale.

Les eaux de ruissellement seront collectées via la noue et des caniveaux et des avaloirs équipées d'un filtre type « adpota ». Cette filtration permettra un abattement des polluants contenus dans les fines et d'éviter un colmatage précoce des ouvrages.

Schéma des écoulements des eaux pluviales Partie Est du projet

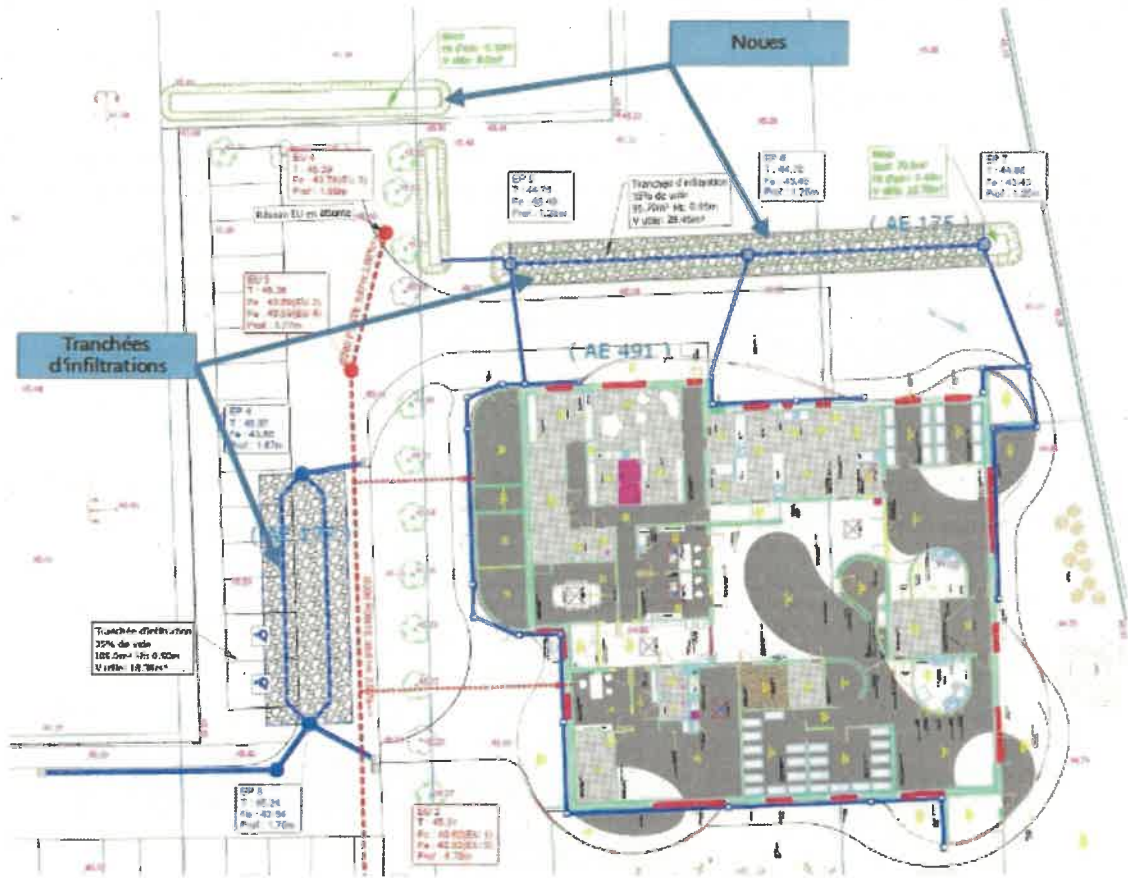
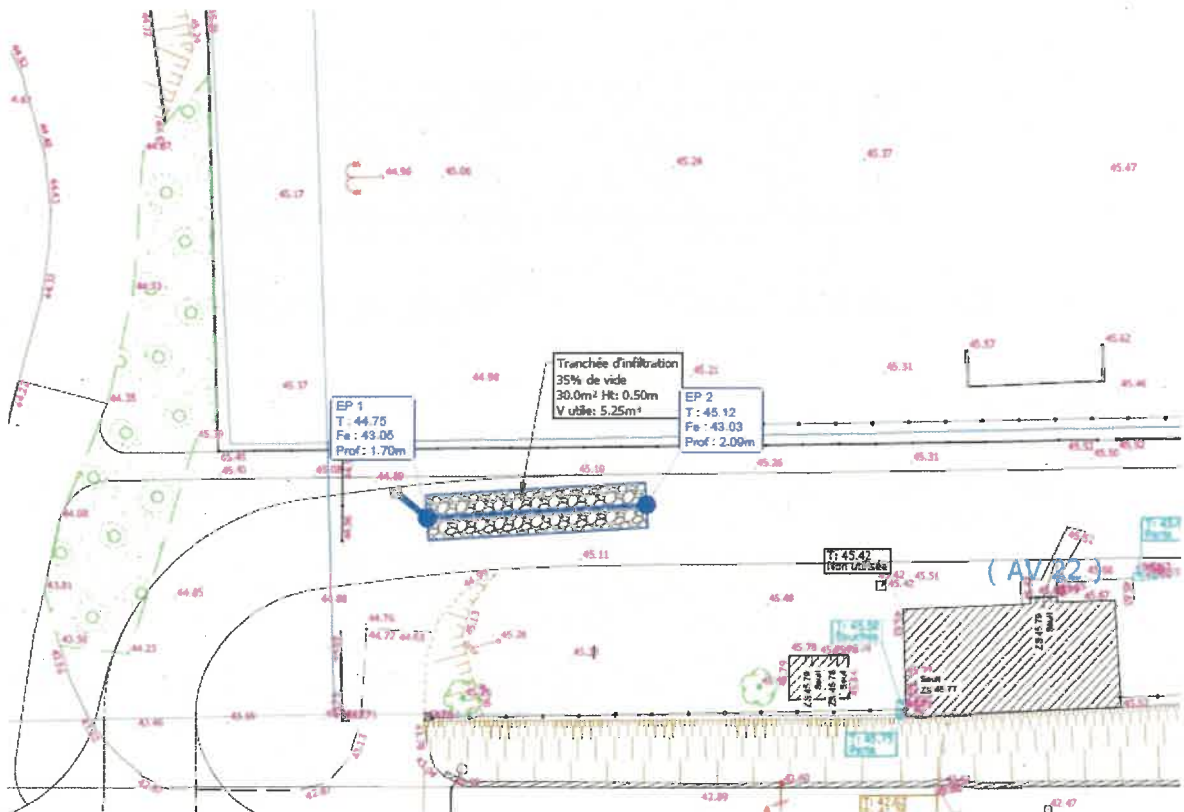


Schéma des écoulements des eaux pluviales Partie Ouest du projet



2.1.3 – Gestion des eaux pluviales issues du bâtiment :

Les eaux pluviales du projet sont collectées puis infiltrées dans une tranchée d'infiltration avec 35 % de vide, tels que indiqués dans les schémas ci-dessus. Cette tranchée a une surface de 95.70 m², une hauteur de 0.85m, un volume de stockage de 28,45 m³ permettant de contenir et d'infiltrer une pluie d'occurrence centennale.

2.2 – Gestion des eaux usées :

Les eaux usées seront envoyées au réseau d'eaux usées intercommunal, relié à la station d'épuration de Moreuil.

Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 3. – Conformité au dossier déposé et délai de réalisation

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans du dossier loi sur l'eau déposé le 7 mars 2023.

Conformément à l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

Article 4. – Informations et transmissions obligatoires

Le service de police de l'eau est tenu informé de la date de commencement de chacune des phases de travaux et de l'échéancier prévisionnel de leur réalisation et plan d'exécution des travaux.

Le service de police de l'eau est tenu informé de la date de la fin de chacune des phases de travaux.

À l'achèvement des travaux, il est procédé au récolement des travaux en présence du service chargé de la police de l'eau à qui il est remis les plans de récolement cotés en planimétrie et en altimétrie.

Article 5. – modifications

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 6. – Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

6.1 – Maintenance :

Les ouvrages mis en œuvre pour le traitement des eaux de ruissellement nécessiteront un entretien annuel afin de garantir les capacités de transit des eaux dans les ouvrages hydrauliques.

Le bénéficiaire fait, a minima, une visite de contrôle de routine deux fois par an, une avant l'hiver mais après la chute des feuilles des arbres et une à la fin du printemps avant les orages estivaux.

L'intégrité et le niveau de colmatage des ouvrages seront vérifiés et seront aussitôt programmées les opérations de réparation ou d'entretien nécessaires. Le curage et l'entretien paysager de la noue et l'évacuation en décharges sera effectué dès lors du mauvais fonctionnement de l'installation.

6.2 - Incident grave – Accident :

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé aux sapeurs pompiers et dans les meilleurs délais à la police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution, les travaux sont immédiatement interrompus et les dispositions afin de limiter les complications sur le milieu sont prises sans délai.

Le service chargé de la police de l'eau est immédiatement informé de toute pollution et des mesures prises pour la confiner et l'éliminer.

Les produits de curage sont stockés dans des conditions assurant la prévention de toute pollution. Le bénéficiaire fait procéder aux analyses qui détermineront les conditions de leur traitement ; ces éléments sont communiqués au service chargé de la police de l'eau. Dans tous les cas, les produits de curage sont à évacuer hors de zones humides et hors lit majeur de cours d'eau. Les attestations relatives à l'élimination de ces produits sont tenues à disposition du service chargé de la police de l'eau.

Article 7. – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8. – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9. – Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles R.216-12 et des articles L.216-1 à L.216-13 du code de l'environnement.

Article 10. – Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de Moreuil pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 11. – Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens –14 Rue Lemerchier – 80 000 Amiens :

1°) par le demandeur, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

La saisine par l'application Télérecours citoyen est possible et accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 12. – Exécution

Le préfet de la Somme, la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme, le responsable départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, le maire de la commune de Moreuil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au pétitionnaire.

A Amiens, le 1^{er} août 2023

Pour le Préfet,
Par délégation et subdélégation,
La responsable du bureau de la police de l'eau,



Aurélie SAISOU